

**RAPPORT N° 2024/6-23**  
**au Bureau de la Communauté**  
**en séance du jeudi 12 décembre 2024**

**OBJET : EXPLOITATION DU STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL DU BOCAGE A SAINTE-SUZANNE  
– AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVEC L'ASSOCIATION CANOE KAYAK CLUB DIONYSIEN**

**Référence au projet politique :**

**Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »**

**Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »**

**Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »**

Dans le cadre de l'exploitation du Stade en Eaux Vives Intercommunal du Bocage et conformément aux orientations assignées à cet établissement dans son projet sportif et touristique, la CINOR a pour mission d'accueillir et accompagner la pratique sportive du canoë kayak, de l'initiation jusqu'au plus haut niveau.

L'association Canoë Kayak Club Dionysien (CKCD), implantée sur la Commune de Saint-Denis, œuvre, conformément à son objet social, à la promotion et au développement de la pratique sportive du canoë kayak sur le territoire.

Dans la continuité des conventions conclues jusqu'alors, afin de permettre au Canoë Kayak Club Dionysien de continuer à accéder aux infrastructures du Stade en Eaux Vives Intercommunal du Bocage pour le développement de ses activités (entraînements, compétitions, formations...), il est proposé de renouveler une convention de mise à disposition avec cette association pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025.

Le projet de convention ci-annexé définit notamment les modalités de mise à disposition des différents espaces et installations (rivière artificielle, salle de musculation, salle de formation...), ainsi que les conditions d'utilisation et les responsabilités des parties.

Conformément aux dispositions de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques qui autorisent l'occupation ou l'utilisation gratuite du domaine public par des associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général, la mise à disposition est consentie à titre gratuit, dans la limite des volumes annuels indiqués et pour les activités mentionnées dans la convention.

Au-delà de la limite des volumes horaires définis, les tarifs en vigueur s'appliqueront.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver la convention jointe en annexe de mise à disposition du Stade en Eaux Vives Intercommunal du Bocage entre la CINOR et l'association Canoë Kayak Club Dionysien
- M'autoriser à signer ladite convention.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



DECISION N° 2024/6-23  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 12 décembre 2024

**OBJET : EXPLOITATION DU STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL DU BOCAGE A SAINTE-SUZANNE  
– AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVEC L'ASSOCIATION CA-  
NOE KAYAK CLUB DIONYSIEN**

**Référence au projet politique :**

**Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »**

**Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »**

**Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le rapport n° 2024/6-23 du Président ;

des délégations attribuées par le  
974-249740119-20241212-BC2024-6-23-DE  
Date de télétransmission : 24/12/2024  
Date de réception préfecture : 24/12/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver la convention jointe en annexe de mise à disposition du Stade en Eaux Vives Intercommunal du Bocage entre la CINOR et l'association Canoë Kayak Club Dionysien.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à signer ladite convention.

Nombre de votants : 15 Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde **23** DEC 2024

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**

